

VI SOMMET DE MINISTRES DE LA DÉFENSE DES AMÉRIQUES

Rébellion militaire à Quito ?



Les États-Unis, qui avaient convoqué à Quito le VI^e sommet des ministres de la défense des Amériques pour faire entrer les États latino-américains dans la guerre au terrorisme, ont essuyé un cinglant échec diplomatique. Les participants, échaudés par un siècle et demi de « Doctrine Monroe », ont souligné qu'ils n'étaient pas concernés par la croisade de Washington et ont refusé d'établir une liste des organisations terroristes. À la différence des Européens, les Latino-américains ne croient pas à la fable Ben Laden.

page 2

L'Ukraine : un modèle pour les relations transatlantiques ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Peter Mandelson

présente le renforcement de l'atlantisme comme un moyen de faire progresser l'indépendance de l'Europe et explique que pour prévenir tout conflit entre les États-Unis et l'Europe, le meilleur moyen est d'abattre les barrières commerciales qui les séparent. De son côté, Robert Kagan voit dans la crise ukrainienne une opération réussie, fruit d'une coopération entre les États-Unis et l'Union européenne, un modèle pour l'avenir.

page 6

REPÈRE : 8 DÉCEMBRE 1793

Les tentations de la victime

Le 8 décembre 1793, la charette emporte la comtesse du Barry à travers Paris vers la place où se dresse la guillotine. « *La du Barry* » ne veut pas mourir et le fait savoir. La *Gazette* écrit : « *Elle criait si fort, dénonçait l'injustice de son sort avec tant d'ardeur, suppliait la foule horrible qui entourait l'échafaud avec des paroles si enflammées que le peuple se mit à gronder, à s'émouvoir... Le bourreau dut se dépêcher de faire son office, de peur qu'une révolte n'éclate* ». Tant le tchéquiste Béria que le nazi Heydrich s'inspireront de cette anecdote pour recommander que les exécutions se fassent dans la discrétion, loin des regards et afin d'éviter les « *tentations théâtrales de la victime* ». « *Pour qu'une exécution publique ait l'impact voulu sur les esprits des spectateurs, écrit Heydrich, il faut que la victime soit abjecte et brisée, sinon elle risque de se prendre pour Danton ou la Du Barry et de retourner l'opinion* ». Béria complète l'analyse : « *Un disparu, sans cadavre, sans sépulture connue, n'a aucune chance de devenir un martyr* ». ■



LA VÉRITÉ SELON FOX NEWS PROGRESSE AUX ÉTATS-UNIS

Clear Channel, principal opérateur radiophonique aux États-Unis avec plus de 1 200 stations et 100 millions d'auditeurs, a décidé de sous-traiter ses journaux d'actualité. Progressivement, elle diffusera sur ses différentes ondes un flash de cinq minutes toutes les heures et un journal du soir, le tout réalisé par la rédaction de Fox News. Clear Channel est la propriété du milliardaire Steven Hicks, grand donateur de la campagne présidentielle de George W. Bush. Son frère, Tom Hicks, est aussi un mécène du président auquel il racheta l'équipe des Texas Rangers pour un prix démesurément surévalué. À la mi-2005, Fox News sera devenue la première source d'information des États-Unis. ■

VI Sommet de Ministres de la Défense des Amériques

Rébellion militaire à Quito ?

Les États-Unis, qui avaient convoqué à Quito le VIe sommet des ministres de la défense des Amériques pour faire entrer les États latino-américains dans la guerre au terrorisme, ont essuyé un cinglant échec diplomatique. Les participants, échaudés par un siècle et demi de « Doctrine Monroe », ont souligné qu'ils n'étaient pas concernés par la croisade de Washington et ont refusé d'établir une liste des organisations terroristes. À la différence des Européens, les Latino-américains ne croient pas à la fable Ben Laden.



Le secrétaire à la Défense états-unien Donald Rumsfeld et son homologue équatorien Nelson Herrera le 14 novembre 2004 à Quito

Que les militaires latino-américains soient convoqués par les États-Unis n'est pas nouveau, ce qui est plus intéressant, c'est qu'ils se montrent désobéissants. Ils étaient avertis : « *L'heure de la colère était venue* ».

L'histoire de l'obéissance a commencé en 1823 quand a été exposée la Doctrine Monroe laquelle niait à l'Europe toute revendication en Amérique latine et réservait aux seuls États-Unis l'exclusivité hégémonique. Cette situation historique peut se résumer à une phrase : « *L'Amérique aux Américains* ».

La subordination a atteint des niveaux impensables en impliquant l'Assemblée interaméricaine de Défense dans l'interventionnisme américain et son hostilité envers Cuba, en apportant sa bénédiction aux dictatures militaires, en rendant les armées d'Amérique centrale complices de la guerre sale et plus récemment en accompagnant les États-Unis dans leurs croisades en Afghanistan et en Irak.

Les annales de la désobéissance ont été initiées par Fidel Castro, et la liste s'allonge avec les mouvements militaires nationalistes au Panama, au Pérou et à Saint-Domingue, dirigés par Torrijos, Velasco Alvarado et Caamaño. Aujourd'hui, pour diverses raisons et avec d'autres contenus, celle-ci a émergé à nouveau lors du VIe sommet de ministres de Défense des Amériques à Quito.

La « loi » de Monroe a été appliquée à l'excès, et s'est accrue avec l'invention du Panaméricanisme, plate-forme idéologique qui a renforcé son hégémonie et qui, en 1890, a conduit à la création de l'Union Internationale des Républiques Américaines, puis en 1910 à l'Union Panaméricaine et enfin, en 1948, à l'Organisation des États américains (OEA).

Depuis lors, la doctrine Monroe en vigueur dans les espaces latino-américains a été providentiellement amendée, à la fois pour entériner la soumission économique et l'hégémonie politique américaine, mais également pour fusionner avec la doctrine de sécurité internationale qui a émergé de la Seconde Guerre mondiale. Elle a donné naissance, en 1942, à l'Assemblée interaméricaine de Défense, puis en 1947 au Traité de Rio, qui constituent autant d'instruments dessinant les contours de la domination états-unienne.

La Guerre froide et l'hystérie anticommuniste, artificiellement transposées à l'Amérique latine, ont créé des tensions qui ont nourri la course aux armements et le militarisme. Le Traité de Rio et l'Assemblée interaméricaine de Défense sont devenus bien plus que des ressources pour la sécurité internationale en se transformant en un outil de répression interne, évitant ainsi l'interventionnisme états-unien tout en exacerbant les différents entre les États latino-américains.



Donald Rumsfeld

C'est ainsi qu'apparut Rumsfeld, comme un cheveu dans la soupe, à la réunion des ministres de la Défense des Amériques, le 17 novembre 2004 à Quito, en insistant sur la nécessité de concevoir une nouvelle architecture pour la sécurité hémisphérique. Pour ce rendez-vous, agissant à l'ancienne, les États-Unis ont remis les convocations, l'agenda et ont fixé les priorités ; laissant le soin à l'OEA et à son Assemblée interaméricaine de distribuer les invitations et à l'Équateur, d'agencer les chaises.

Ce que Rumsfeld appelle « *nouvelle architecture de sécurité pour la région* » est en réalité un plan qui pousserait les gouvernements latino-américains à participer à un système de sécurité collective, qui les impliquerait dans les aventures militaires des États-Unis et, par voie de conséquence, qui rendrait

obligatoires les services rendus aujourd'hui par les militaires latino-américains, en Irak ou en Haïti.

L'idée de redistribuer les rôles aux différentes armées latino-américaines n'en est pas moins perverse. Elle les transformerait en détachements de gendarmerie dédiés à lutter contre la délinquance, le trafic de drogues, etc. les rendant ainsi semblables à des Boys Scouts, mais incapables d'assumer la défense de la souveraineté nationale dans la seule hypothèse de contentieux probable, c'est-à-dire face aux États-Unis.

Pour la première fois, les avant-gardes politiques latino-américaines ont l'opportunité de s'unir aux militaires pour écarter le projet états-unien de balkanisation. La doctrine Rumsfeld, qui propose de transformer l'Assemblée interaméricaine de Défense en organe opérationnel, de créer des détachements conjoints, de fonder des commissions de Sécurité hémisphérique et des organismes civils comme les dénommés Centre d'études de Défense, font partie d'un projet de recolonisation globale via les institutions militaires.

Le processus de relance de la concertation militaire latino-américaine avec les États-Unis, en l'adaptant à la nouvelle donne, a commencé en 1995 pendant la première réunion des ministres de Défense des Amériques. Elle devint une réelle concertation politique avec le Consensus de Washington, en 1989. Elle est devenue un « orgasme institutionnel massif » en 1994 quand, au sommet des Amériques de Miami, une fois de plus les présidents ont accepté qu'on place sous le signe de l'égalité la sécurité des États-Unis et celle d'Amérique latine.

La différence entre Miami et Quito est que l'égalité a été remplacée par la différence. Pour la première fois, plusieurs grands pays, notamment ceux qui disposent des traditions militaires les plus solides, ont pris précisément leurs distances avec l'analyse traditionnelle, en soulignant que les ennemis des États-Unis et ceux de l'Amérique latine ne sont pas les mêmes.

Cette précision signifie que bien que l'on accepte l'existence de problèmes globaux et d'un compromis général, il n'existe pas d'ennemi commun. Il n'y a pas d'organisation terroriste internationale qui menace un quelconque pays latino-américain. Pour la région, l'idée d'une « *guerre des civilisations* » [1] est exotique. Personne dans la zone ne possède la moindre arme de destruction massive. Aucune religion ne se mêle de politique, et il n'y a pas de nationalismes exacerbés.

Beaucoup de militaires latino-américains sont de retour. Par le passé ils ont été impliqués dans la supposée lutte contre le communisme, qu'ils n'ont jamais pu observer, parce que les marxistes n'ont jamais été une alternative de pouvoir, ni un facteur de cristallisation politique. Ils ont été taxés d'opresseurs grâce à la notion perverse de sécurité nationale qui faisait passer les opposants, ou simplement ceux qui critiquaient le gouvernement, pour des ennemis de la nation, les opposant ainsi à la société. Cette fois personne n'e s'est laissé berné : la guerre contre le terrorisme n'est pas leur guerre.

Le Brésil, l'Argentine et le Venezuela, secondés par d'autres pays sur certaines questions, ont plaidé le droit de chaque État d'identifier ses priorités en matière de sécurité et de défense, de coopérer afin d'en identifier les aspects communs, en réaffirmant que le rôle des forces armées de chacun est la préservation de sa souveraineté nationale.



Personne n'est tombé dans le piège que représentait la proposition de créer une liste de groupes terroristes agissant en Amérique latine, dans laquelle les États-Unis aspiraient à inclure depuis les guérillas colombiennes jusqu'aux zapatistes, sauf bien évidemment la CIA.

De toute manière, il ne faut pas se faire trop d'illusions, les États-Unis n'ont pas de scrupules à faire cavalier seul en manœuvrant comme ils l'ont fait pour les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) [2]. Ils peuvent amorcer des rapprochements avec quelques gouvernements pour faire passer leurs plans en sous-main.

Rumsfeld est réactionnaire, pas idiot ; il sait ce qu'il fait. Ses efforts à Quito doivent être évalués dans le contexte plus vaste des politiques hégémoniques états-uniennes, en appliquant à chaque théâtre d'opérations la stratégie correspondante.

Tandis qu'en Europe il s'agit de reconstruire des consensus, au Moyen-Orient et en Asie Centrale de mener des guerres implacables, en Amérique latine, il est nécessaire de manœuvrer pour freiner l'essor de plusieurs processus politiques, qui bien que ne contredisant pas leur stratégie, ne sont pas sous leur contrôle voire leur sont défavorables.

De toutes manière, quiconque s'engage dans des concertations astreignantes avec les États-Unis est informé des risques que cela implique. Mieux vaut s'en remettre à Juárez, qui en réponse à Monroe nous a laissé un legs bien meilleur : « *Le respect du droit d'autrui, c'est la paix* ». Ce n'est pas là la doctrine des États-Unis.

Jorge Gómez Barata

Professeur universitaire, journaliste d'investigation cubain, auteur de nombreuses études sur les USA.

Agence Altercom / Red Voltaire

[1] « [La guerre des civilisations](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[2] « [Chavez veut mener la résistance](#) », « [Rébellion au sommet des Amériques](#) », *Voltaire*, 26 novembre 2003 et 13 janvier 2004.

L'Ukraine : un modèle pour les relations transatlantiques ?

Analyse

Le commissaire européen Peter Mandelson déploie des trésors d'ingéniosité pour présenter le renforcement de l'atlantisme comme un moyen de faire progresser l'indépendance de l'Europe. Dans l'*International Herald Tribune*, il explique que pour prévenir tout conflit entre les États-Unis et l'Europe, le meilleur moyen est d'abattre les barrières commerciales qui les séparent. La création d'un grand marché transatlantique sera le gage de la paix. D'autant, poursuit-il, que l'OMC est le meilleur exemple de multilatéralisme au monde, car les États-Unis y participent pleinement, tandis qu'ils contestent l'ONU. Le lecteur est invité à conclure de lui-même le sophisme.

La presse internationale, à l'exception des journaux français, commence à prendre la mesure des manipulations états-uniennes dans l'affaire ukrainienne. Le *Guardian* s'est fait le principal pourfendeur du « coup d'État postmoderne » organisé par la CIA/NED. Cependant, les commentateurs n'osent pas encore envisager la sortie de crise.

Viktor Yushchenko, le candidat des États-Unis à la présidence ukrainienne, met en garde les lecteurs du *Wall Street Journal* et du *Monde* contre une partition de son pays. Tandis que l'historien britannique Tony Judt observe, dans le *New York Times*, que l'Ukraine est historiquement liée à la Russie et non à l'Union européenne. Cette dernière serait bien embarrassée si elle devait l'intégrer. Une fois de plus, la CIA/NED pourrait avoir joué à l'apprenti-sorcier. En suscitant une révolution de théâtre, les États-Unis pourraient avoir provoqué, intentionnellement ou pas, la partition du pays. La partie occidentale, sans

ressources naturelles, se trouverait à la charge de l'Union européenne, tandis que la partie orientale minière et la partie méridionale, la Crimée, s'arrimeraient à la Russie.

Quoi qu'il en soit, Robert Kagan ne voit pour le moment qu'une opération réussie. Dans le *Washington Post*, il affirme qu'elle est le fruit d'une coopération entre les États-Unis et l'Union européenne et y voit un modèle pour l'avenir. Cependant, l'Union européenne n'a pas, à ce jour, d'autonomie politique. Et la seule participation de Javier Solana n'en fait pas une affaire européenne, mais manifeste que les postes-clé de l'Union sont tenus par des atlantistes. Personne n'a oublié que M. Solana n'est secrétaire général de l'Union que parce qu'il a été secrétaire général de l'OTAN.

William Cowan, Barbara Newman et Richard Carlson, de la Fondation pour la défense des démocraties, plaident dans le *Washington Times* pour que les États-Unis en finissent avec la Syrie. Elle doit être la prochaine cible. Suivent une succession de bonnes raisons, comme l'attentat de Beyrouth... il y a vingt-et-un ans, ou l'attentat des Tours Khobars, pourtant attribué depuis le 11 septembre à Ben Laden.

Dan Blumenthal de l'American Enterprise Institute dénonce dans le *Washington Post* le jeu international de la Chine. En premier lieu sa récente alliance avec l'Iran renverse tous les plans élaborés pour le Proche-Orient. Mais, on peut observer la même indépendance chinoise à propos du Soudan, de la Corée ou de Taïwan. Bref, conclu cet ancien conseiller de Donald Rumsfeld, le moment est venu de réviser la politique chinoise, comme le premier mandat de George W. Bush a permis de réviser la politique au Proche-Orient. Désormais, il faut cesser de négocier avec la Chine. Avec elle aussi, il faut entrer dans un rapport de forces.

Enfin, Michael Scheuer, ex-agent de la CIA contraint à la démission par Porter Goss, témoigne dans le *Los Angeles Times* qu'il est parti de son plein gré. Il déclare avoir perdu la foi dans son métier d'agent de renseignement, non pas qu'il pense l'agence inefficace en elle-même, mais parce que le pouvoir politique qui la dirige a failli à ses responsabilités. Derrière une attitude désabusée, c'est une critique radicale du contrôle politique qu'il pose. En définitive, son message se résume à clamer que les politiques sont pourris et qu'il faut donner le pouvoir aux services secrets. Or, ce discours est exactement celui de Porter Goss pour justifier le limogeage de hauts fonctionnaires qualifiés de trop politiques. De sorte que l'on peut se demander si tout cela n'est pas, en partie tout au moins, une mise en scène permettant de solder les contradictions du passé.

Réseau Voltaire

Peter Mandelson



Peter Mandelson est ancien ministre britannique du Commerce, ancien député travailliste d'Hartlepool et ancien président de Policy Network, un groupe de réflexion européen. Il est commissaire européen au Commerce dans la Commission de José Manuel Barroso.

« Partenariat transatlantique : renforcer les liens »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Trans-Atlantic partnership : Strengthening the bond », par Peter Mandelson, *International Herald Tribune*, 3 décembre 2004.

Le commerce et les investissements entre l'Union européenne et les États-Unis sont les plus importants dans le monde. Malgré l'émergence de concurrents, l'Europe et l'Amérique restent les moteurs de l'économie globale. Notre partenariat a connu des moments difficiles et la communauté d'intérêt entre les États-Unis et l'Union européenne est moins évidente que pendant la Guerre froide, mais si notre relation est plus complexe, elle n'est pas moins importante. En tant que commissaire européen pour le commerce, je ne pense pas que les valeurs européennes et américaines divergent et que nos intérêts ne coïncident plus. Nous devons redéfinir notre relation pour parvenir à un partenariat plus fort et plus équilibré. Nous devons nous compléter l'un, l'autre et il faut une Europe forte pour cela.

J'espère que les États-Unis vont poursuivre et renforcer leur soutien historique à l'intégration européenne. L'Europe est très efficace dans le commerce. Notre priorité des deux côtés de l'Atlantique doit être le soutien à l'accord de Doha, un accord dont les pays pauvres peuvent bénéficier. Nous devons lutter contre les barrières commerciales qui inhibent l'activité et il faut commencer à travailler à la dérégulation entre les États-Unis et l'Union européenne, ce qui permettra de promouvoir la croissance et l'emploi en Europe, objectif prioritaire de la Commission européenne.

Nous devons travailler ensemble dans le cadre de l'OMC, le meilleur exemple de multilatéralisme que le monde a inventé.

Viktor Yushchenko



Viktor Yushchenko est ancien Premier ministre d'Ukraine et dirigeant de l'opposition parlementaire. Il est candidat à l'élection présidentielle en Ukraine où il est le candidat favori de la National Endowment for Democracy.

« Notre Ukraine »

Source : Le Monde

, Wall Street Journal

Référence : « Our Ukraine », par Viktor Yushchenko, *Wall Street Journal*, 3 décembre 2004.

« Personne n'étouffera la liberté de notre Ukraine », *Le Monde*, 7 décembre 2004.

Pendant des mois, les forces démocratiques d'Ukraine avaient averti les responsables à Kiev et dans les autres capitales européennes que notre élection présidentielle ne serait, ni libre, ni juste, à cause des interventions du gouvernement et de la censure de la presse. Dès le premier tour de l'élection, le 31 octobre, les gouverneurs régionaux se sont associés à la police et à d'autres responsables d'État pour bourrer les urnes, falsifier le dépouillement et intimider les commissions électorales. Les commissions électorales locales ont fermé les yeux, mais malgré les fraudes massives de mon adversaire, la commission électorale centrale a dû reconnaître que j'avais gagné le premier tour.

Lors du second tour, les bureaux de vote des régions de l'Est sont restés ouverts deux heures après avoir été officiellement fermés, la participation a dépassé les 100 %, les observateurs ont été empêchés de contrôler les votes, des contrôleurs de petits partis ont été agressés par des voyous encadrés par la police qui ont également bourrés les urnes. Il ne s'agit que de quelques exemples des 11 000 violations du scrutin enregistrées. Le comble de la fraude a été atteint quand, le 22 novembre, la commission électorale centrale a déclaré Yanukovych vainqueur malgré deux sondages indépendants affirmant le contraire. Malheureusement pour les responsables à Kiev, ils n'avaient pas imaginé que des milliers d'électeurs mécontents descendraient alors dans la rue. Ils n'ont pas compris l'exaspération de la population fatiguée qu'on viole ses droits. Aujourd'hui, ils sont obligés de reconnaître que la population a pris les choses en main.

Aujourd'hui, nous devons tirer quatre conséquences importantes :

- ▶ L'élection en Ukraine, après l'adhésion à l'Union européenne de huit anciens pays du bloc soviétique, va avoir un impact sur l'avenir de l'Europe et de la Russie.
- ▶ Grâce à la télévision, le monde a vu aujourd'hui une Ukraine radicalement différente. Le monde a devant les yeux une noble nation européenne, une nation qui a adopté de véritables valeurs démocratiques et, ce qui est encore plus important, qui se dressera pour défendre ces valeurs avec dignité.
- ▶ Le monde a regardé dans les yeux des millions de braves gens de tous âges, de toutes confessions et de toutes ethnies qui manifestaient pacifiquement pour défendre leurs droits. Sans agitation, sans violence et sans faire couler le sang ; c'est ce qu'a vu la communauté internationale.
- ▶ Le peuple d'Ukraine a montré au monde que nous sommes prêts à intégrer la Communauté européenne bien plus que le régime en place. Cette position est soutenue par tous les élus, seuls les responsables nommés par le pouvoir s'y

opposent. Le régime sortant menace en permanence l'Europe de séparatisme et de dissolution de l'Ukraine. J'affirme en ayant conscience de la gravité de mes mots : il s'agit d'une menace artificielle et fictive. Cette menace n'existe pas et nous ne permettrons pas à trois gouverneurs de l'agiter.

Tony Judt



Historien britannique spécialiste de l'histoire des idées politiques, Tony Judt est directeur du Remarque Institute de la New York University.

« Le front de l'Est, 2004 »

Source : New York Times

Référence : « The Eastern Front, 2004 », par Tony Judt, *New York Times*, 6 décembre 2004.

La crise électorale en Ukraine est un avant goût des problèmes que l'Union européenne va rencontrer dans les décennies à venir à sa frontière orientale. La situation en Ukraine a peu à voir avec l'Union européenne et est largement due au recyclage des anciennes élites communistes en dirigeants nationalistes privatisant le pays à leur profit. Toutefois, une Ukraine démocratique va poser un problème de compréhension à l'Union européenne.

L'Ukraine n'est pas un ancien pays satellite de l'URSS, c'est une ancienne partie de l'URSS et une partie vitale pour son économie dont sont venus Khrouchtchev et Brejnev. C'est la frontière occidentale de la Russie et c'est un territoire historiquement disputé entre la Russie et l'Europe. L'Ukraine n'est pas une partie de l'Union européenne et n'est pas prête de le devenir : l'espérance de vie des hommes y est de 62 ans, le salaire moyen est de 95 dollars par mois, le pays est une plaque tournante du trafic de drogue et du trafic d'êtres humains. Le coût de la modernisation de l'Ukraine est au-delà de toute estimation, alors même que Bruxelles anticipe de grandes difficultés pour intégrer la Roumanie qui est deux fois plus petite et en meilleure santé économique. **Vladimir Poutine** s'opposera à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, mais même s'il lui offrait sur un plateau, l'Union n'en voudrait pas.

L'Ukraine pose le même type de problème que la Turquie : elle aussi est une part de l'Europe que l'Union ne veut pas voir comme telle. L'Europe rejette la Turquie car elle craint d'avoir ses frontières avec l'Irak ou la Syrie. Ce problème de frontières instables est également un problème qu'on trouve avec l'Ukraine.

Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

« Une Union européenne profitable »

Source : Washington Post

Référence : « Embraceable E.U. », par Robert Kagan, *Washington Post*, 5 décembre 2004.

Dans le drame ukrainien, l'administration Bush et l'Union européenne ont coopéré. Si les Ukrainiens peuvent finalement voter librement et que l'on évite l'émergence d'un empire russe autoritaire à la frontière de l'Europe, ce sera grâce à cet accord. Un désastre annoncé se sera transformé en opportunité et cela ne serait pas arrivé sans l'emploi combiné du « soft power » des États-Unis et de l'Union européenne pour forcer **Vladimir Poutine** à cesser son coup d'État. Peut-être que ce qui vient de se passer offre le modèle de l'action future en commun.

L'Europe n'est un acteur global que dans le domaine commercial, mais dans aucun autre domaine géopolitique. Peu d'Européens aspirent de toute façon à un rôle global et les États-Unis doivent donc cesser de s'inquiéter concernant l'émergence d'une superpuissance européenne hostile. Il faut aussi que les États-Unis cessent de penser que l'Europe va porter une partie des responsabilités stratégiques globales. Par contre, l'Europe peut remplir une tâche essentielle : développer la démocratie et l'économie de marché dans ses régions frontalières. C'est un travail essentiel, surtout maintenant que Poutine veut restaurer l'empire russe.

L'aimant démocratique européen avale les problèmes plutôt que de les affronter à l'américaine. Toutefois cela ne pourrait avoir lieu sans la puissance états-unienne. C'est ce qu'on a vu dans les Balkans. Malheureusement, la vision d'une Europe s'étendant indéfiniment pour devenir une forme d'empire démocratique, une conception défendue par Robert Cooper, Joschka Fisher ou **Tony Blair**, n'a pas que des partisans en Europe. La France s'y oppose. Les États-Unis sont souvent indifférents vis-à-vis de l'Europe, ils ne devraient pas.

William Cowan, Barbara Newman, Richard Carlson

Ancien colonel des Marines états-unien spécialisé dans les politiques de contre-insurrection, William Cowan et PDG de WVC3 Group, une entreprise militaire privée. Il était en poste à l'Intelligence Support Activity du Pentagone au moment de l'attentat contre l'ambassade états-unienne à Beyrouth, poste dont il démissionna pour condamner « l'inaction » de Ronald Reagan.

Barbara Newman est chercheuse à la Foundation for the Defense of Democracies.

Ancien dirigeant de Voice of America dans les dernières années de la Guerre froide, Richard Carlson est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies.

« Le rôle meurtrier de la Syrie »

Source : Washington Times

Référence : « Syria's murderous role », par William Cowan, Barbara Newman et Richard Carlson, *Washington Times*, 6 décembre 2004.

Un facteur compliquant la mission de la Coalition en Irak est le rôle caché joué par la Syrie dans le financement et le soutien à l'insurrection et l'incapacité des États-Unis à l'empêcher ou même à le reconnaître.

Beaucoup d'actuels ou d'anciens officiers de renseignement pensent que la Syrie aurait dû être incluse depuis longtemps dans l'« Axe du Mal », mais le **département d'État**, en s'appuyant sur quelques actes de coopération de la Syrie, considère que ce pays est un « partenaire » dans la guerre au terrorisme et ce, malgré une longue liste de tromperies et d'attaques qui ont commencé avec l'attentat à la bombe contre notre ambassade à Beyrouth en 1983, un crime jamais puni. On a également oublié le soutien au Hezbollah, la participation à l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am, l'attentat contre les tours Khobar en Arabie saoudite en 1996. **Colin Powell** a assuré l'année dernière que la Syrie allait s'attaquer au terrorisme, mais elle n'a rien fait.

Aujourd'hui, la Syrie envoie des troupes en Irak, abrite les proches de Saddam Hussein, soutient les insurgés et ses services de renseignements ont participé à des décapitations. Il est temps de regarder la réalité en face et de faire cesser plus de deux décennies de complicité syrienne avec le terrorisme.

Dan Blumenthal

Chercheur spécialisé sur l'Asie à l'American Enterprise Institute, Dan Blumenthal était jusqu'à il y a peu le directeur pour la Chine et Taïwan dans le cabinet de Donald Rumsfeld.

« Une Chine bien peu serviable »

Source : Washington Post

Référence : « Unhelpful China », par Dan Blumenthal, *Washington Post*, 6 décembre 2004.

Contrairement à son rejet de la politique étrangère états-unienne traditionnelle au Proche-Orient, l'administration Bush a largement adopté la politique traditionnelle vis-à-vis de la Chine : le dialogue. Pourtant de son côté, si Pékin adopte le langage de la coopération, il agit comme une « concurrent stratégique ».

C'est ce qu'on observe avec **les interférences de la Chine dans les délicates négociations nucléaires avec Téhéran**. Les États-Unis et l'Union européenne ont choisi une approche « gentil flic-méchant flic », mais l'attitude chinoise mine aussi bien la carotte européenne que le bâton américain. Le ministre des

Affaires étrangères chinoises, Li Zhaoxing, s'est rendu à Téhéran où il a déclaré que Pékin s'opposerait à toute tentative de sanctionner l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette déclaration est le fruit de l'accroissement des échanges sino-iraniens et un calcul stratégique similaire dicte la politique chinoise vis-à-vis du Soudan. La Chine y a également des intérêts énergétiques et protège en conséquence Khartoum à l'ONU. Le problème se pose également en Corée du Nord où l'on pourrait pourtant penser qu'il existe des intérêts communs entre la Chine et les États-Unis. Pékin protège Pyongyang et rejette la responsabilité de la crise sur les États-Unis et la Corée du Sud. Concernant Taiwan, l'objectif états-unien d'une solution pacifique et négociée est également contestée par la Chine.

Washington doit reconnaître que la coopération avec la Chine, issue d'un souci partagé d'endiguer l'URSS durant la Guerre froide, est devenue un anachronisme. L'expérience montre au contraire que la Chine n'a une politique de coopération que quand les États-Unis se montrent forts et fermes. Il faut avoir la même approche iconoclaste avec cette partie de la politique étrangère que nous l'avons eu vis-à-vis des autres questions de politique étrangère.

Michael Scheuer

Ancien responsable de la CIA, récemment démissionnaire, Michael Scheuer a dirigé la traque de Ben Laden pour cette agence entre 1996 et 1999. Il a signé sous le pseudonyme « *Anonymous* » le livre *Imperial Hubris*.

« Pourquoi j'ai démissionné de la CIA »

Source : Los Angeles Times

Référence : « *Why I Resigned From the CIA* », par Michael Scheuer, *Los Angeles Times*, 5 décembre 2004.

La CIA est le meilleur endroit où travailler aux États-Unis. Aucune agence fédérale n'a plus de talents parmi ses employés. J'espérais y travailler toute ma vie mais, avec regret j'ai démissionné. C'est une décision que j'ai pris seul et sans subir de pression. Je ne suis pas un ancien employé de la CIA mécontent, je suis un américain mécontent qui considère qu'être un bon citoyen n'est plus compatible avec le fait d'être un bon agent de la CIA.

De 1996 à 1999, j'ai dirigé à Washington les opérations contre Al Qaïda et durant cette période les responsables politiques de la Maison-Blanche ont refusé d'agir sur la base des informations transmises pour éliminer Ben Laden. Le travail de douzaines d'agents a été gâché. C'est un fait prouvé par la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**, comme par les excuses de **Richard Clarke**, même si je considère qu'il a raison de s'excuser pour son action, mais qu'il ne devrait pas affirmer que les services de renseignements ont commis des erreurs. Je n'ai jamais été en mesure de décider d'une action contre Ben Laden, cette décision revenait aux seuls responsables de la Maison-Blanche.

Aujourd'hui, simple citoyen, c'est mon droit de mettre en cause leur jugement. Les dirigeants affirment que les renseignements n'étaient pas « assez bons » pour frapper Ben Laden de façon certaine, mais nous leur avons dit que nous ne disposerions jamais de renseignements plus sûrs et que des milliers d'Américains pourraient mourir si nous ne l'arrêtons pas. À chaque fois, les dirigeants ont reculé de peur que des dommages collatéraux n'offusquent

l'opinion musulmane.

Pourquoi n'a-t-on pas demandé aux responsables de l'ancienne administration pourquoi l'opinion mondiale leur importait plus que la sécurité des citoyens états-uniens. Il sera difficile d'estimer quelles sont les responsabilités de chacun. Je crains que, faute de réponse, la réforme du renseignement n'en reste à la lutte bureaucratique.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
